



## Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

### Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Eric PENSO

## **Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - GEMAPI - Convention de gestion du domaine terrestre et maritime du site des Salines de Villeneuve-lès-Maguelone avec le Conservatoire du Littoral, Sète Agglopôle Méditerranée et le Conservatoire d'Espaces Naturels Languedoc Roussillon (CEN L-R) - Autorisation de signature**

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la compétence GEMAPI relative notamment à la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides.

Une convention-cadre avec le Conservatoire du Littoral a été signée en 2018 et déclinée sur chaque site naturel protégé concerné par le périmètre de la Métropole, sur les communes littorales de Pérols, Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone :

- la convention de gestion des marais du Méjean, en lien avec la commune de Lattes, adoptée le 3 décembre 2018,
- la convention de gestion du site de l'étang de Vic et de Pierre-blanche en lien avec le Conservatoire des Espaces Naturels Languedoc Roussillon (CEN L-R) et Sète Agglopôle Méditerranée, adoptée le 26 avril 2018.

La présente délibération propose d'adopter la convention de gestion sur un dernier site propriété du Conservatoire du Littoral sur le territoire de la Métropole, celui du site des Salines de Villeneuve n° 34-295, situé à cheval sur Montpellier Méditerranée Métropole et Sète Agglopôle Méditerranée, sur les communes de Villeneuve-lès-Maguelone, Vic-la-Gardiole et Mireval.

Une précédente convention de gestion de ce site établie en 2010, associait le Conservatoire, le Conservatoire d'Espaces Naturels du Languedoc Roussillon (CEN L-R), Sète Agglopôle Méditerranée et le Syndicat mixte des Etangs Littoraux (SIEL). Cette convention est désormais échue. Par ailleurs par arrêté préfectoral n°2018-1-826, il a été mis fin à l'exercice des compétences du SIEL.

Le projet de nouvelle convention de gestion propose ainsi de restructurer le cadre partenarial et de l'élargir à Montpellier Méditerranée Métropole en vertu de ses nouvelles compétences.

Situé sur les berges de l'étang de Vic, le site naturel protégé des Salines de Villeneuve-lès-Maguelone s'étend sur plus de 300 ha. Il offre un paysage façonné par l'activité salinière qui perdura du XII<sup>ème</sup> siècle jusqu'en 1969. Il est situé au cœur du site Natura 2000 des étangs palavasiens, reconnu zone humide d'importance internationale au titre de la convention de Ramsar. Il intègre le site classé de l'étang de Vic, au titre des paysages. L'acquisition du site par le Conservatoire du littoral en 1992 a permis de préserver cet espace de l'urbanisation. Situé entre 2 pôles urbains (Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole), cet espace est géré dans l'objectif de conserver le patrimoine naturel, paysager et historique remarquable qu'il abrite. Il est ouvert au public et propose plusieurs sentiers permettant d'apprécier la diversité des milieux naturels. Il accueille de multiples usages : chasse, activités de randonnées à pied, à cheval et en VTT, pâturage et propose un programme de découverte au public « Cap sur les salines » dans une dynamique participative : chantiers nature, manifestation artistique (la galerie éphémère), stage petits écolos en herbe, balade guidée...

La convention prévoit que la gestion principale du site soit confiée au CEN L-R qui assure à ce titre la coordination des co-gestionnaires et la gestion opérationnelle du site avec ses propres moyens en personnel. Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole sont co-gestionnaires du site aux côtés du CEN L-R. Ils prennent en charge les opérations structurantes de mise en valeur du patrimoine naturel, culturel et paysager du site et concourent au financement de la gestion par leur participation financière aux missions du CEN L-R.

La convention est d'une durée de 6 ans à compter de sa signature, reconductible une fois de façon expresse. Un plan de gestion a été établi en 2012 qui fixe les orientations de gestion du site et les actions à mener. Sa mise en œuvre est suivie par un comité de gestion, placé sous l'autorité conjointe des gestionnaires à savoir le Conservatoire du Littoral, le CEN L-R, Montpellier Méditerranée Métropole et Sète Agglopôle Méditerranée.

Les obligations respectives des parties sont les suivantes :

**Le Conservatoire du littoral** assume les obligations du propriétaire, conformément aux dispositions du Code de l'environnement. Il s'acquitte des impôts et charges foncières auxquels sont ou pourraient être assujettis les biens, objet de la présente convention. Il arrête en collaboration avec les gestionnaires, dans le cadre du plan de gestion, les travaux nécessaires à la préservation, à la réhabilitation ainsi qu'à l'accueil du public sur le site et les études complémentaires nécessaires. Il contribue au financement des investissements nécessaires à la conservation, à la restauration et à l'accueil du public, dans la limite de ses disponibilités budgétaires. Il contrôle la gestion du site au regard de ses objectifs statutaires et procède à son évaluation.

**Les deux EPCI compétents, à savoir Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole** ont en charge sur chacun de leurs territoires respectifs la maîtrise d'ouvrage des opérations de valorisation et d'aménagement du patrimoine naturel, culturel et paysager du site.

**Le CEN L-R** assure la coordination entre les gestionnaires et la responsabilité opérationnelle de gestionnaire à l'échelle globale du site. Il est plus particulièrement en charge :

- des agents affectés à la gestion du site : accueil du public, surveillance, conduite d'animations, respect des limites de propriété... ;
- du secrétariat du comité de gestion du site (convocation, compte-rendu) ainsi que la rédaction du rapport d'activités annuel ;
- de proposer au comité technique un programme annuel à mettre en œuvre sur le site ;
- du suivi des conventions d'usages ou d'occupation et du recouvrement des recettes du domaine ;
- de l'entretien courant, de la maintenance et la surveillance des terrains, ouvrages, aménagements ;
- de l'accueil et de la sécurité du public au sein des bâtiments et sur le site ;
- de la mise en œuvre du suivi de la connaissance et la contribution à l'évaluation du plan de gestion ;
- de l'animation d'un pôle garderie afin de mutualiser et organiser l'intervention des gardes du littoral ;
- de la mobilisation citoyenne et la médiation avec les usagers dans le cadre d'une démarche d'intendance territoriale environnementale et sociale ;
- de la mise en cohérence des interventions avec la gestion du site naturel protégé de Vic et du lien avec les autres sites du Conservatoire du Littoral (échanges d'expérience, participation aux réseaux).

**La Métropole et le CEN L-R**, au titre de leurs missions et de leurs compétences, occupent une partie des bâtiments du site des salines. Elles ont élaboré à cet effet une convention fixant les conditions de mise à disposition de moyens opérationnels liés au fonctionnement et à la gestion des bâtiments ; cette convention a été adoptée le 21 décembre 2018 et vient compléter la convention globale de gestion du site des Salines.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de gestion du domaine terrestre et maritime du site des Salines de Villeneuve-lès-Maguelone entre le Conservatoire du Littoral, Sète Agglopôle Méditerranée, le CEN-LR et Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-78560-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.